



Non à la guerre impérialiste, sortie de l'OTAN Pas d'union sacrée des exploités avec les exploités

Mercredi soir, le chef de l'État s'est exprimé devant les Français à la veille d'un Conseil⁽¹⁾ européen sur la sécurité, Macron alerte prétextant la menace russe qui ne s'arrêterait pas à l'Ukraine. Il promet des " *pas décisifs* " ! Prévenant solennellement les Français qu'il faudra " *des réformes, du choix, du courage* "... " *dans la « nouvelle ère* ". " *L'avenir de l'Europe n'a pas à être tranché à Washington ou à Moscou* ", a lancé le président Macron et sollicite la « " *force d'âme* " des Français " puis annonce " *un effort budgétaire conséquent* " promettant " *des "investissements supplémentaires* " dans la défense, " *sans augmenter les impôts* " ».

Macron s'agite prétendant que la Russie serait une menace existentielle pour la France et l'Europe et se pose en chef de guerre prêt à envoyer des troupes en Ukraine et à doubler les dépenses militaires. Pour dégager ces 60 ou 80 milliards d'euros supplémentaires qui viendront remplir les coffres des marchands de canons. Macron le dit sans détour : " *On va devoir revisiter nos priorités nationales* ". Autrement dit, les milliards supplémentaires pour l'armée seront pris sur les logements, les écoles, les hôpitaux... l'économie de guerre justifiera de rallonger le temps de travail, reporter l'âge de départ à la retraite, supprimer des jours de congés... Alors que les discussions entre les *partenaires sociaux* et le patronat continuent sur les retraites, le patron du Medef a fait un parallèle avec le Danemark concernant les retraites : " *[Les Danois ont décidé] de reporter à 70 ans l'âge de départ à la retraite pour que l'économie finance l'effort de guerre* ". " *Je ne suis pas en train de vous dire qu'il faut porter à 70 ans l'âge de départ en retraite en France, mais ça veut dire qu'il y a un consensus, une conscience partagée que cette situation très grave nécessite des moyens exceptionnels* ", a-t-il avancé. Selon lui, une telle mesure pourrait permettre de financer l'effort de guerre. Le ministre de l'Économie Eric Lombard a estimé que le pays devrait faire " *plus d'efforts* " budgétaires afin d'augmenter ses dépenses militaires " *pour nous protéger, pour bâtir cette économie en faveur de la paix et renforcer la défense dans un modèle européen* " et d'ajouter : " *Nous allons devoir dépenser plus d'argent public et donc effectivement, cela imposera plus d'efforts* ", comme la suppression de l'abattement fiscal de 10 % sur les retraites pour limiter le déficit !

La présidente de la commission européenne, Ursula von der Leyen a annoncé un plan de 800 milliards d'euros pour financer les armées européennes. Elle annonce aussi que les dépenses militaires seront exclues des sacrosaintes règles sur le déficit public.

Les dirigeants européens ne lésinent pas à la dépense pour engraisser les marchands de canon et pour poursuivre le pillage du monde, y compris celui de l'Ukraine. D'ici à 2027 les 340 milliards destinés aux régions les moins favorisées d'Europe iront à la " *défense européenne* " ainsi que 200 milliards tous les ans ! Payés par les Allemands, Italiens, Espagnols, Français.

Les actions des industriels de l'armement s'envolent à la bourse. Les valeurs du secteur de la défense décollent un peu partout en Europe. En Allemagne les discussions sur des investissements géants dans la défense font fortement réagir les marchés. La presse allemande a fait état de projets d'investissement dans l'armée allemande de 200 à 400 milliards d'euros. A titre de comparaison, le budget fédéral allemand annuel est de 480 milliards d'euros et la création d'un fonds spécial de 500 milliards pour les infrastructures et la relance économique du pays. Rheinmetall, Thales, Dassault Aviation ou Leonardo enregistrent tous de fortes progressions et clôturent en hausse de respectivement 14,7 % et 16 % à la Bourse de Paris, tandis qu'à Francfort le fabricant de tanks et de munitions Rheinmetall gagnait 13,7 % et qu'à Stockholm le suédois Saab progressait de 10,3 %.

François Bayrou s'adressant aux députés afin de renforcer l'impérialisme français avait préparé le terrain politique en donnant le ton, définissant la situation actuelle comme " *à nos yeux la plus grave, la plus déstabilisée, de toutes celles que notre pays et continent ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale* ". En dramatisant les enjeux d'emblée, le chef du gouvernement a défendu de façon appuyée le renforcement militaire français et européen. Il

a trouvé le soutien immédiat de tous les partis politiques avec des nuances et des critiques envers Macron mais tous adhèrent au consensus militariste. Tous s'alignent derrière le discours belliciste appelant au développement de l'industrie de guerre : La France Insoumise, tout en refusant les crédits de guerre défend la grandeur de la France qui : " *doit faire le choix de la grandeur* ", la France doit disposer de ses propres " *catapultes de porte-avions* " et " *formation des pilotes* "... et se félicite que " *le président utilise le terme de non-alignement* " tandis que Roussel du PCF répète que : " *la France doit faire entendre sa voix* ». Participant au consensus politique pour la guerre, Olivier Faure, Premier secrétaire du PS, se dit " *en accord avec ce que fait le président de la République* " sur la situation en Ukraine, disant " *parfaitement dans ce qui a été énoncé par le chef de l'État* ". Marine Le Pen a salué l'action de l'exécutif en matière d'aide à l'Ukraine et de choix budgétaires affirmant que l'aide militaire fournie par la France à l'Ukraine est « *d'autant plus honorable qu'il a lieu dans un contexte budgétaire fortement dégradé* ». Insistant sur le fait que la « *France doit renouer avec sa grandeur militaire* » Le RN défend une position classique de l'extrême droite de soutien à l'impérialisme français.

Dans ce bras de fer entre pays capitalistes les travailleurs ne doivent pas se ranger derrière leurs dirigeants politiques ou généraux, devenus experts en stratégie de guerre. Refusons cet embrigadement et les sacrifices derrière les valets du capital. Tous sont d'accord pour défendre les intérêts des capitalistes, les sacrifices financiers au prix du sang. Le capitalisme nous prépare à un avenir sanglant. Dans une lettre Anatole France écrivait " *On croit mourir pour la patrie on meurt pour des industriels* ".

Tous les gouvernements, droite, PS et ses alliés, ont œuvré au développement, à la structuration de l'Europe capitaliste et imposé des reculs aux peuples. La réalité, c'est le caractère capitaliste et impérialiste de l'Union Européenne. La lutte contre le capitalisme est la seule issue. Mettre fin à ce système nuisible pour l'humanité et construire une société sans exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération, de solidarité, de paix entre les peuples, une société socialiste.

(1) Les dirigeants des vingt-sept pays de l'Union européenne et Volodymyr Zelenski se retrouvent ainsi ce jeudi pour un sommet extraordinaire sur l'Ukraine,